



OPERATION

**DÉSAMIANTAGE ET RÉFECTION DES TOITURES DES BÂTIMENTS A,B ET C DE LA
CPAM DE MONTAUBAN**

MAITRE D'OUVRAGE

CAISSE PRIMAIRE ASSURANCE MALADIE

592 BOULEVARD BLAISE DOUMERC 82015 MONTAUBAN CEDEX

COORDONNATEUR SPS

ELYFEC SPS Agence de Toulouse

16, rue du Cassé – 31240 SAINT JEAN

PLAN GENERAL DE COORDINATION

Indice	Date	Objet	Pages modifiées	Rédacteur
0	03/04/25	Création du document	/	A PROMONET

ELYFEC SPS – Siège Social : 29 rue Condorcet 38090 VAULX MILIEU - www.elyfec-sps.fr
SAS au capital de 40.000 € - Siret 434 024 394 00109 – RCS VIENNE – Code NAF 7490B

Table des matières

1. PREAMBULE	4
1.1 CONTEXTE	4
1.2 PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION	4
1.3 EVOLUTION DU PGC	4
1.4 CONSERVATION	4
2. RENSEIGNEMENT ADMINISTRATIFS GENERAUX INTERESSANT LE CHANTIER	5
2.1 ADRESSE ET LOCALISATION DU CHANTIER	5
2.2 DESCRIPTION SOMMAIRE DES TRAVAUX	5
2.3 LISTE DES INTERVENANTS	5
2.4 ORGANISMES DE PREVENTION	6
2.5 ENTREPRISES INTERVENANTES	6
2.6 INFORMATIONS SUR LE CALENDRIER PREVISIONNEL DE L'OPERATION	6
2.7 INFORMATIONS ADMINISTRATIVES SUR L'OPERATION	6
3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER	7
3.1 CONDITIONS D'ACCES A L'ENCEINTE DU CHANTIER	7
3.2 CONSEQUENCES DES TRAVAUX SUR L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER	7
3.3 ACTIVITES SUR LE SITE OU A PROXIMITE	8
4. MESURES GENERALES DE BON ORDRE ET DE SALUBRITE DU CHANTIER	9
4.1 PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER	9
4.2 INSTALLATIONS DE CHANTIER	9
4.3 CLOTURE DE CHANTIER ET SIGNALISATION EXTERIEURE	10
4.4 ELECTRICITE DE CHANTIER	10
4.5 DISTRIBUTION D'EAU	10
4.6 NETTOYAGE	10
4.7 CONDITIONS DE STOCKAGE ET D'EVACUATION DES DECHETS	11
5. MESURES DE COORDINATION INTER-ENTREPRISES	12
5.1 CIRCULATIONS HORIZONTALES ET VERTICALES	12
5.2 CONDITIONS DE MANUTENTION DES MATERIAUX ET MATERIELS, UTILISATION DES ENGINS DE LEVAGE	13
5.3 APPROVISIONNEMENTS, DELIMITATION ET AMENAGEMENT DES ZONES DE STOCKAGE	14
5.4 PROTECTIONS COLLECTIVES	14
5.5 TRAVAUX EN HAUTEUR	15
5.6 INTERACTIONS	16
5.8 AMIANTE	17
6. TABLEAUX D'ANALYSE PREALABLE DES RISQUES PAR CORPS D'ETAT	19
6.1 DESAMIANTEGE	20
6.2 CHARPENTE-COUVERTURE	21
7. RENSEIGNEMENTS PRATIQUES CONCERNANT LES SECOURS	22
7.1 INCENDIE	22
7.2 ACCIDENTS, 1 ^{ER} SOINS	23
7.3 APPEL DES SECOURS EXTERIEURS	23
8. OBLIGATIONS DES ENTREPRISES LIEES A LA COORDINATION SPS	25
8.1 VISITES D'INSPECTION COMMUNE	25
8.2 PPSPS	26
8.3 CONSEQUENCE DE L'ABSENCE DE VISITE D'INSPECTION COMMUNE OU DE NON REMISE DU PPSPS	26
8.4 ACCUEIL DU PERSONNEL SUR LE CHANTIER PAR L'ENCADREMENT DES ENTREPRISES	27

9.	ANNEXES.....	28
9.1	REPERAGE D'AMIANTE AVANT TRAVAUX.....	28
9.2	PROJET DE PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER.....	28

1. Préambule

1.1 Contexte

L'opération objet de ce document est réalisée dans le cadre de la Loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et du Décret n°94-1159 du 26 décembre 1994 relatifs à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé.

L'attention de toutes les entreprises est attirée sur les conséquences de l'application de ces textes :

- Il a été désigné pour les phases conception et réalisation de l'opération, un coordonnateur dont la fonction est d'organiser la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé entre les différents intervenants du chantier.
- Le présent document intitulé Plan Général de Coordination, rédigé par le Coordonnateur en matière de Sécurité et de Protection de la Santé Conception en application des dispositions de l'article L 4532-8 du code du travail, constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris des sous-traitants et des travailleurs indépendants. Les dispositions qu'il décrit sont de nature à influencer sur les sommes à engager pour réaliser les travaux.

1.2 Principes généraux de prévention

Le présent PGC est fondé sur les principes généraux de prévention suivants :

- a) éviter les risques ;
- b) évaluer les risques qui ne peuvent être évités ;
- c) combattre les risques à la source ;
- d) tenir compte de l'état d'évolution de la technique ;
- e) remplacement ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux ;
- f) planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants;
- g) prendre des mesures de protections collectives en leur donnant la priorité sur les mesures de protections individuelles.

Il est par ailleurs rappelé que les entreprises sont tenus d'appliquer les principes a, b, c, d, e, f et g complétés des deux suivants :

- h) adapter le travail à l'homme;
- i) donner les instructions appropriés aux travailleurs.

Les travailleurs indépendants sont quant à eux tenus d'appliquer les principes a, b, c, e et f.

1.3 Evolution du PGC

Le PGC est tenu par le coordonnateur pendant toute la durée du chantier. Il intégrera notamment en les harmonisant les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé qui devront être remis par les entreprises intervenantes et leurs sous-traitants après inspection commune avec le Coordonnateur (Art. R 4532-13 du code du travail).

Ses mises à jour successives seront consignées sur la page de garde du document.

1.4 Conservation

Le PGC doit être conservé 5 années par le Maître d'Ouvrage à compter de la date de réception des travaux.

2. Renseignement administratifs généraux intéressant le chantier

2.1 Adresse et localisation du chantier

Le chantier est situé sur la commune de MONTAUBAN (82000) et l'accès se fera à partir de la rue Jean Ursule Devals.



2.2 Description sommaire des travaux

Renforcement des charpentes et remplacement des toitures existantes des bâtiments A, B et C

2.3 Liste des intervenants

Désignation	Noms	Adresses	Tél.	FAX
Maître d'Ouvrage	CPAM DU TARN ET GARONNE	592 Boulevard Blaise Doumerc 82000 MONTAUBAN	05 63 21 39 29	
Maître d'œuvre	SETES	14 avenue des Tilleuls Quartier de l'Arsenal 65009 TARBES Cedex	05 62 34 25 54	
Coordonnateur SPS	ELYFEC SPS Agence de Toulouse PROMONET Alain	16, rue du Cassé 31240 SAINT JEAN alain.promonet@elyfec.fr	05 61 16 61 79 06 08 94 75 76	05 61 16 61 80

2.4 Organismes de prévention

DIRECCTE	CARSAT	OPPBTP
Résidence Marcel Pagnol 16 rue Louis Juvet 82000 MONTAUBAN Cedex Tél. : 05.63.91.87.00 Fax : 05.63.91.87.39	2, rue Georges Vivent 31065 Toulouse cedex 9 Tél. 0 811 709 731 Fax 05 62 14 88 24	Les bureaux de la Cépière Bâtiment C 3, chemin du Pigeonnier de la Cépière 31100 Toulouse tel. 05 61 44 52 62 fax 05 61 76 13 27

2.5 Entreprises intervenantes

La réalisation des prestations de l'opération est traitée en un lot unique (couverture désamiantage)

2.6 Informations sur le calendrier prévisionnel de l'opération

- Phase actuelle de l'opération à la date de rédaction du présent document : DCE
- Début prévisionnel des travaux : septembre 2025
- Durée prévisionnelle des travaux : 8 mois

2.7 Informations administratives sur l'opération

Classement de l'opération

L'opération est classée par le Maître d'Ouvrage en catégorie 2.

Obligations relatives au classement et au montant de l'opération

- Une déclaration préalable suivant le modèle fixé par l'arrêté du 7 mars 1995 a été adressée par le Maître d'Ouvrage aux autorités compétentes en matière de prévention des risques professionnels (DIRECCTE, CARSAT, OPPBTP). Elle sera affichée sur le chantier dès que cela sera possible de façon visible par tous. Conformément aux dispositions de l'article R 4532-44 du code du travail, le coordonnateur tiendra à jour dans le PGC les informations complétant cette déclaration.
- Les entreprises titulaires et sous-traitantes, y compris les entreprises individuelles et artisanales, sont soumises à l'obligation de réalisation d'une inspection commune avec le Coordonnateur en matière de Sécurité et de Protection de la Santé. A l'issue de cette inspection commune, chaque entreprise (titulaire, sous-traitant y compris entreprise individuelle et artisanale) est soumise à l'obligation de réaliser un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS).

3. Mesures d'organisation générale du chantier

3.1 Conditions d'accès à l'enceinte du chantier

Accès des personnes

Un accès chantier unique devra être clairement identifié.

Ne pourront pénétrer sur le chantier que les personnes autorisées :

- les représentants de la Maîtrise d'Ouvrage ;
- les représentants de l'équipe de Maîtrise d'œuvre ;
- le contrôleur technique ;
- le coordonnateur SPS ;
- les salariés des entrepreneurs titulaires et de leurs sous-traitants dûment agréés, à jour de la procédure d'inspection commune et ayant remis leur PPSPS lorsqu'il est requis.

Chacun de ces intervenants devra être identifié clairement par un badge d'entreprise ou par un macaron nominatif aux couleurs de l'entreprise collé sur le casque.

Accès des véhicules

Les véhicules d'entreprise ne sont autorisés que temporairement à pénétrer dans l'enceinte du chantier pour le déchargement de matériaux ou de matériel. En dehors de ces opérations, ces véhicules doivent être stationnés en dehors de l'emprise du chantier.

Les véhicules personnels ne sont pas autorisés à pénétrer dans l'enceinte du chantier.

L'accès au chantier par les livreurs est autorisé le temps du déchargement de matériel ou de matériaux. L'entrepreneur commanditaire du matériel ou des matériaux se doit d'accueillir et de guider le fournisseur jusqu'au lieu de livraison.

3.2 Conséquences des travaux sur l'environnement du chantier

Modification à prévoir	Intervenant(s) chargé(s) des autorisations	Lot(s) chargé(s) de l'exécution
Extension de l'emprise du chantier pour la mise en place de la base vie	Lot unique	Lot unique
Extension de l'emprise du pour la mise en place d'une grue	Lot unique	Lot unique
Emprise à prévoir pour la mise en œuvre d'échafaudages	Lot unique	Lot unique
Modification du flux de circulation des piétons à prévoir	Lot unique	Lot unique

3.3 Activités sur le site ou à proximité

Contraintes liées à l'activité sur le site

Particularité	Dispositions à prendre
Etablissement maintenu en activité pendant toute la durée du chantier	<p>Respect des consignes du site</p> <p>Maintien des zones de circulation parfaitement dégagées Les clôtures en pied de façades seront fermées en permanence + mise en place de tunnels au droit des accès au bâtiment</p> <p>La maîtrise d'ouvrage prévoit une réalisation en 3 phases avec maintien de l'activité dans les zones non concernées, sécurisation à prévoir aux extrémités des zones de travaux (pour proscrire tous travaux superposés/risque de chute d'objets)</p>
Consignes de sécurité propres au site remises par le Chef d'Etablissement lors de la visite d'inspection commune	Consignes à intégrer au PPSPS de chaque entreprise

Contraintes liées aux chantiers limitrophes

Particularité	Dispositions à prendre
Les travaux de mise en place de panneaux photovoltaïques seront réalisés à la suite de chaque phase de travaux.	<p>Coactivité successive</p> <p>Les accès et la grue du lot 1 seront mis à disposition de l'entreprise de photovoltaïque</p>

4. Mesures générales de bon ordre et de salubrité du chantier

4.1 Plan d'installation de chantier

Un projet de plan d'installation de chantier a été établi en conception par le Maître d'œuvre. Le plan d'installation de chantier définitif sera établi en phase préparation par le titulaire du lot gros œuvre. Il devra obligatoirement intégrer les dispositions décrites dans les paragraphes qui suivent et préciser :

- L'accès au chantier à partir de la voie publique ;
- Le cheminement du personnel jusqu'aux cantonnements et jusqu'au chantier;
- Le cheminement des véhicules prévu ;
- Les zones de stockage ;
- L'emprise des bennes de tri des déchets ;
- Le positionnement des grues, ascenseurs de chantier, élévateurs...

4.2 Installations de chantier

Le tableau ci-dessous décrit les locaux et équipements minimum à mettre en œuvre.

Les installations de chantier pourront être réalisées dans des locaux existants sous réserve qu'ils permettent de respecter les dispositions ci-dessus et que l'installation électrique soit compatible avec une utilisation en tant que locaux de travail.

Toute réduction ou retrait des installations en cours de chantier sera préalablement soumise à validation par le Maître d'ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS. A défaut d'accord préalable, le rétablissement de l'installation d'origine sera exigible sans aucune contrepartie par l'intervenant ayant pris l'initiative de la modification.

Locaux et équipements à mettre à disposition	Installation et raccordement	Entretien, consommables
1 local vestiaire aéré, éclairé et chauffé en saison froide à dimensionner sur la base d'1,25 m ² par salarié et comportant <ul style="list-style-type: none"> ○ 1 armoire vestiaire 2 compartiments par personne ; ○ de quoi s'asseoir ; ○ d'extincteur(s) portatif(s) de classe adaptée 	Lot unique	Lot unique
1 local réfectoire aéré, éclairé et chauffé en saison froide à dimensionner sur la base d'1,5 m ² par salarié équipé <ul style="list-style-type: none"> ○ de tables et de chaises en nombre suffisant ; ○ d'un four à micro-ondes ; ○ d'un réfrigérateur ○ d'extincteur(s) portatif(s) de classe adaptée 	Lot unique	Lot unique

Locaux et équipements à mettre à disposition	Installation et raccordement	Entretien, consommables
<p>1 local sans communication directe avec d'autres locaux où séjourne le personnel aéré et éclairé, facilement nettoyable comportant :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ 1 cabinet avec chasse d'eau et 1 urinoir pour 20; ○ 1 point d'eau ; ○ 1 douche eau chaude / eau froide en cas de travaux salissants ; <p>Approvisionnement en savon, essuie-mains, papier hygiénique en quantité suffisante</p> <p>Nota : La solution des WC chimiques ne doit être retenue que si aucune autre solution ne peut être mise en œuvre du fait de difficultés organisationnelles ou techniques</p>	Lot unique	Lot unique

4.3 Clôture de chantier et signalisation extérieure

Description	Réalisation	Entretien
Mise en place d'une clôture de chantier délimitant l'emprise des travaux constituée de panneaux rigides grillagés de 2m de haut, solidement liaisonnés entre eux et suffisamment lestés pour résister aux rafales de vent et éviter leur renversement Déplacement en cas de nécessité et repli en fin de chantier	Lot unique	Lot unique
Panneaux « chantier interdit au public », « port du casque obligatoire », « chaussures de sécurité obligatoires » au droit des clôtures	Lot unique	Lot unique

4.4 Electricité de chantier

Coffret de chantier à installer depuis le réseau mis à disposition

4.5 Distribution d'eau

Point d'eau à installer depuis le réseau mis à disposition

4.6 Nettoyage

Description	Réalisation
Nettoyage quotidien des locaux réfectoires, vestiaires, sanitaires, réunion	Lot unique
Evacuation au fur et à mesure de la production, des déchets générés	Chaque entreprise

Description	Réalisation
Maintien des circulations et espaces extérieurs dégagés et exempts de tout déchet	Chaque entreprise

4.7 Conditions de stockage et d'évacuation des déchets

Description	Réalisation	Elimination
Tri des déchets suivant leur catégorie : EMB (emballage) DI (déchets inertes) DIB (déchets industriels banals) DIS (déchets industriels spéciaux)	Chaque entreprise	/
Mise en place de bennes et de containers	Lot unique	Lot unique

5. Mesures de coordination inter-entreprises

5.1 Circulations horizontales et verticales

Problématique	Mesure de coordination	Mise en œuvre
Circulation des piétons	Les circulations menant à la base vie et à la zone de travaux seront nettoyées et maintenues praticables en tout temps (pluie, gel...)	Lot unique
Manœuvre des véhicules et engins	Les manœuvre et évolutions avec visibilité réduite ne pourront être effectuées que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées du guidage des opérations et de la signalisation vis-à-vis des autres usagers de la circulation	Entreprise utilisatrice du véhicule ou de l'engin
Avertisseurs sonores et optiques	Avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sur tous les engins de chantier et les véhicules de transport	Entreprise utilisatrice du véhicule ou de l'engin
Circulations verticales	Installation de tours d'accès conformes	Lot unique
Continuité des protections collectives	<p>Obligation d'assurer la continuité des protections collectives contre les chutes dans les escaliers et sur les paliers</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Protection provisoire fixée en retrait sur l'embranchement ou sur le palier ○ Protection définitive fixée sur le limon 	Toutes les entreprises

5.2 Conditions de manutention des matériaux et matériels, utilisation des engins de levage

Problématique	Mesure de coordination	Mise en œuvre
Introduction et installation d'un appareil de levage	L'utilisation d'un dispositif ou d'un engin de levage devra être abordée au cours de la visite d'inspection commune et les moyens et modes opératoires de manutention détaillés dans le PPSPS de chaque entreprise L'utilisation d'engins de terrassement pour effectuer des opérations de levage n'est autorisée que s'ils sont équipés de dispositifs de sécurité sur les organes de relevage et d'un système d'accrochage de la charge s'opposant à un décrochage accidentel	Toutes les entreprises
Mise en commun de l'utilisation des appareils de levage	En phase préparation de chantier, il sera étudié les conditions d'utilisation commune des appareils de levage et arrêté une convention inter-entreprises	Toutes les entreprises
Interférence des appareils de levage	Le planning des travaux sera organisé de façon à éviter les interférences entre engins de levage. En cas d'impossibilité, un dispositif de gestion des interférences et zones interdites sera mis en place	Toutes les entreprises
Vérification des appareils et accessoires de levage	L'ensemble des appareils de levage sera vérifié avant leur mise en service sur le chantier. Le rapport de vérification sera disponible sur le chantier ou dans l'appareil Les accessoires de levage doivent être compatibles avec les appareils utilisés, comporter l'indication de la charge maximale d'utilisation et être périodiquement vérifiées	Toutes les entreprises
Autorisation de conduite	La conduite des équipements de travail servant au levage ne peut être confiée qu'à des intervenants ayant été reconnus aptes médicalement et ayant reçu une formation en matière de sécurité adéquate. Chaque conducteur doit être en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur	Toutes les entreprises
Formation à l'élingage	Le personnel amenés à procéder à l'élingage des charges sera formé à cette tâche	Toutes les entreprises

5.3 Approvisionnements, délimitation et aménagement des zones de stockage

Problématique	Mesure de coordination	Mise en œuvre
Approvisionnement	Les matériels et matériaux seront dans la mesure du possible distribués sur les postes de travail au fur et à mesure des approvisionnements	Toutes les entreprises
Besoins en surface magasins / stockage	Les entreprises ont la possibilité d'aménager des aires de stockage et des magasins sur les surfaces prévues à cet effet sur le plan d'installation de chantier. Elles formuleront leur besoin lors de la préparation de chantier	Toutes les entreprises

5.4 Protections collectives

Problématique	Mesure de coordination	Mise en œuvre
Continuité des protections collectives	Les protections seront préférentiellement adaptées de telle sorte qu'elles ne soient pas démontées pour la mise en place des éléments définitifs	Lot 1
	<p>Les protections collectives ne doivent pas être déposées ou modifiées. Si une protection collective en place ne permet pas à une entreprise de réaliser une tâche, elle doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Informer préalablement la Maîtrise d'œuvre et le Coordonnateur SPS ○ Justifier du caractère impérieux du retrait de la protection ○ Proposer une protection d'un niveau équivalent le temps de l'intervention ○ Indiquer les mesures temporaires à prendre par son personnel et celui des autres entreprises ○ Remettre en place la protection initiale après exécution de la tâche 	Toutes entreprises

5.5 Travaux en hauteur

Problématique	Mesure de coordination	Mise en œuvre
Risque de chute en rive de dalle, protection des trémies	Mise en place de garde-corps rigides complets (main courante d'une hauteur de 1m à 1,1m, lisse intermédiaire à mi-hauteur et plinthe de 10 à 15 cm) ou de Plateformes de Travail en Encorbellement	Gros œuvre
Risque de chute de hauteur	Toute entreprise réalisant une surface de circulation (dalle, toiture, passerelle, échafaudage, etc.) doit la protection collective contre les chutes à l'avancement de la création de cette surface	Toute entreprise
Risque de chute de faible hauteur	Utilisation de plateforme individuelles roulantes (les échelles, les escabeaux et marche pieds ne peuvent être utilisés comme poste de travail qu'en cas d'impossibilité technique motivée)	Toutes entreprises
Hauteur > 2,5m Echafaudage fixe	<p>Montage suivant un plan préétabli par du personnel formé et sous la direction d'une personne compétente</p> <p>Présence de garde-corps rigides complets (main courante d'une hauteur de 1m à 1,1m, lisse intermédiaire à mi-hauteur et plinthe de 10 à 15 cm)</p> <p>Présence d'ancrages sûrs et en nombre suffisant en fonction de l'ouvrage et de la nature du support</p> <p>Continuité des plateaux</p> <p>Présence de vérins de pied ou plaque de base et calage suivant règles de l'art</p> <p>Présence d'un accès sûr à l'ouvrage</p> <p>Vérifications réalisées par du personnel formé formalisé par un PV de réception :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Examen d'adéquation avant montage ○ Examen de montage et d'installation ○ Examen de l'état de conservation de l'ouvrage. <p>En fin d'utilisation, démontage par du personnel formé sous la direction d'une personne compétente</p>	Monteur

Problématique	Mesure de coordination	Mise en œuvre
Hauteur > 2,5m Plateforme Elévatrice Mobile de Personnel (PEMP)	<p>Conducteur apte médicalement et ayant reçu une formation en matière de sécurité adéquate (en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur)</p> <p>Le poids total du personnel, du matériel et des matériaux embarqués ne doit pas dépasser la charge maximale d'utilisation affichée</p> <p>Procéder, préalablement à l'utilisation de la PEMP, à une visite de reconnaissance de la surface d'évolution afin de s'assurer de l'absence de dénivellation susceptible d'en compromettre la stabilité</p> <p>Respect de la périodicité et les recommandations de vérification et d'entretien définies par le fabricant</p>	Entreprise utilisatrice
Mutualisation de l'utilisation d'échafaudages	<p>Chaque utilisateur s'assurera que l'échafaudage répond à ses propres besoins et formalisera la réception de l'ouvrage sous la forme d'un PV de réception</p> <p>Chacun s'engagera à vérifier quotidiennement que l'ouvrage n'a pas subi de dégradations et à ne pas le modifier</p>	Toutes les entreprises utilisatrice

5.6 Interactions

Problématique	Mesure de coordination
Travaux superposés	<p>Les travaux seront organisés de manière à éviter les superpositions et juxtapositions de tâches.</p> <p>La zone située à l'aplomb des postes de travail en élévation (échafaudage, PEMP...) sera interdite d'accès par la mise en place d'un balisage physique large</p>
Accessibilité et stabilité	<p>Afin de permettre l'utilisation d'un échafaudage ou l'utilisation d'une Plateforme Mobile d'Elévation de Personnel pour l'exécution des travaux de façade, l'entrepreneur du lot VRD devra assurer préalablement le nivellement et le compactage des abords des façades sur toute la périphérie du bâtiment</p>

5.8 Amiante

Problématique	Mesure de coordination
Détection des Matériaux et Produits Contenant de l'Amiante (MPCA)	<p>Faire repérer d'une façon exhaustive les matériaux et produits contenant de l'amiante sur l'ensemble des composants de la construction touchés par les travaux (Maître d'Ouvrage)</p> <p>Transmettre le rapport de repérage aux entreprises et si possible faire repérer physiquement les matériaux concernés à la bombe de peinture (Maître d'Ouvrage)</p>
Dépose ou confinement d'amiante	<p>Toute opération de dépose d'amiante doit donner impérativement lieu à une procédure spécifique :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ L'entreprise de désamiantage doit être certifiée pour la dépose d'amiante ○ Les intervenants de l'entreprise de désamiantage doivent être formés suivant les dispositions décrites par la réglementation (formation dites « sous-section 3 ») ○ Un plan de retrait ou de confinement de l'amiante doit être établi par l'entreprise de désamiantage et soumis à l'avis du médecin du travail de l'entreprise et du CHSCT (ou à défaut des Délégués du Personnel) puis transmis au moins 1 mois avant le démarrage des travaux à la DIRECCTE, au service prévention de la CARSAT et à l'OPPBTP ○ Les modalités décrites dans le plan de retrait ou de confinement de l'amiante doivent être appliquées strictement sur le chantier ○ En cas de modification des moyens ou des modes opératoires employés, un avenant au plan de retrait ou de confinement doit être établi par l'entreprise et transmis aux organismes de prévention

Problématique

Mesure de coordination

Interventions
sur des
matériaux
amiantés sans
finalité de
dépose

Analyser au préalable la possibilité de supprimer le risque : Est-il possible d'arriver aux mêmes fins sans toucher à l'amiante, cancérigène notoire ?

A défaut, l'entreprise effectuant les travaux doit obligatoirement suivre une procédure spécifique :

- Les intervenants de l'entreprise doivent être formés suivant les dispositions décrites par la réglementation (formation dite « Sous-section 4 »)
- Un mode opératoire doit être établi par l'entreprise et soumis à l'avis du médecin du travail de l'entreprise et du CHSCT (ou à défaut des DP) puis transmis avant le démarrage des travaux à la DIRECCTE, au service prévention de la CARSAT et à l'OPPBTP

Le mode opératoire doit contenir :

- La nature de l'intervention
- Les matériaux concernés
- La fréquence et les modalités de contrôle du niveau d'empoussièrément
- Le descriptif des méthodes de travail et moyens techniques mis en œuvre
- Les notices de poste
- Les caractéristiques des équipements utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité de l'intervention
- Les procédures de décontamination des travailleurs et des équipements
- Les procédures de gestion des déchets
- Les durées et temps de travail déterminés

Si la durée prévisible dépasse les 5 jours, le mode opératoire est complété par :

- Le lieu, la date de commencement et la durée des travaux
- La localisation de la zone à traiter et la description de l'environnement
- Les dossiers de repérage d'amiante disponibles
- Les listes des intervenants y compris les dates de délivrance des attestations de compétence et leur date de visite médicale

Découverte
d'amiante en
cours de
chantier

En cas de découverte de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante non repérés initialement, ils seront obligatoirement maintenus en place et signalés immédiatement par l'entreprise au Maître d'Ouvrage, au Maître d'œuvre et au Coordonnateur SPS avant toute poursuite des travaux

6. Tableaux d'analyse préalable des risques par corps d'état

Le coordonnateur a en charge l'organisation entre les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non ensemble sur le chantier, de la coordination de leurs activités simultanées ou successives. Dans ce contexte, une analyse préalable a donc été réalisée par le coordonnateur SPS afin d'appréhender à priori les risques liés à la co-activité présents sur le chantier. Les tableaux ci-après présentent cette analyse par corps d'état.

Cette analyse ne constitue qu'une base de travail pour la tenue de la visite d'inspection commune qui sera organisée avec chacune des entreprises intervenantes et ses sous-traitants préalablement à leur intervention sur le chantier. Elle ne dispense pas chaque entreprise de procéder, à la suite de l'inspection commune, à sa propre analyse des risques propres, importés et exportés. C'est bien cette dernière analyse qui devra être formalisée dans le PPSPS de chaque entrepreneur.

6.1 Désamiantage

Tâches situations	Risques propres			Risques exportés			
	Nature	Mesures de Prévention	A charge travaux de	Nature	Concerne	Mesures de Prévention	A charge travaux de
Préparation du chantier de désamiantage, confinement, dépose des matériaux et repli	Inhalation de fibres d'amiante	Entreprise certifiée Personnel formé et apte médicalement Mode opératoire limitant l'émission de fibres et procédure de décontamination d'après plan de retrait et suivant phase de travail Programme de mesures d'empoussièrement intérieures suivant plan de retrait	Désamianteur	Inhalation de poussières d'amiante	Tiers, autres entreprises	Entreprise certifiée Personnel formé et apte médicalement Accès à la zone interdit Mode opératoire limitant l'émission de fibres et procédure de décontamination d'après plan de retrait et suivant phase de travail Mesures d'empoussièrement suivant plan de retrait Stockage des déchets adaptés	Désamianteur
	Manutentions inadaptées	Utilisation de transpalette, diables, manuscopic...	Désamianteur	/	/	/	/
	Electrisation	Consignation électrique préalable de la zone de travail	Désamianteur	Electrisation	Tiers, autres entreprises	Interdire matériellement l'accès de ces zones au personnel des autres entreprises et au public	Désamianteur
	Chutes de hauteur (plaques de toiture)	Dépose des plaques de toitures par le dessous de préférence à partir d'une PEMP à défaut échelles de couvreur et garde-corps périphérique	Désamianteur	Chutes d'objet	Tiers, autres entreprises	Interdire matériellement l'accès de ces zones au personnel des autres entreprises et au public	Désamianteur
	Chutes de hauteur (éléments verticaux)	Utilisation d'échafaudages conformes ou de PIR	Désamianteur	Chutes d'objet	Tiers, autres entreprises	Interdire matériellement l'accès de ces zones au personnel des autres entreprises et au public	Désamianteur
	Coupures, blessures, chocs	EPI	Désamianteur	/	/	/	/

6.2 Charpente-couverture

Tâches situations	Risques propres			Risques exportés			
	Nature	Mesures de Prévention	A charge travaux de	Nature	Concerne	Mesures de Prévention	A charge travaux de
Manutention Stockage	Lombalgie	Utilisation de la grue du Gros Œuvre ou de son propre engin de levage Balisage zone de travaux	GO Charpente Couverture	Chute de matériel Heurt – écrasement	T C E	Interdire la zone de manutention	Charpente Couverture
Pose charpente, couverture, zinguerie	Chute de hauteur	Utilisation des échafaudages ou des plateformes en encorbellement, posées en périphérie du bâtiment, par le lot précédent Pose de protections périphériques provisoires en pignon et bas de pente Échafaudage roulant en sous face Nacelle évoluant en sous face Filets en nappe en sous face Échelle de couvreur sur pentes	GO Charpente Couverture Couverture	Superposition de tâches	T C E	Balisage de la zone de travaux Planification des interventions	Charpente Couverture
Utilisation de matériel électrique	Électrocution	Matériel répondant à la norme et révisé avant arrivée sur chantier Coffret de raccordement	Charpente Electricité	Électrocution	T C E	N'utiliser que du matériel contrôlé et répondant à la législation du travail	Charpente Couverture
Travail et traitement du bois Découpe ardoises, tuiles, tôles métal	Poussière Émanations	Protections individuelles, collectives Capter les poussières à la source Respecter règles d'hygiène	Charpente Couverture	Dispersion poussières Émanations	TCE	Baliser et signaler les zones de travaux	Charpente Couverture
Accessoires de toiture	Présence de plomb	Protections individuelles Respecter règles d'hygiène	Couverture				
Pose et enlèvement des protections	Chute de hauteur	Protection individuelle par harnais	Charpente Couverture GO	Chute de matériel	T C E	Balisage de la zone travaux Planification des interventions	Charpente Couverture GO

7. Renseignements pratiques concernant les secours

7.1 Incendie

Prévention des incendies

Mesure de prévention	Chargé de la mesure
Interdiction d'allumer des feux à l'intérieur des locaux ou sur les abords	Toutes les entreprises
Interdiction de fumer à l'intérieur de l'ouvrage ou aux abords	Toutes les entreprises
Positionnement dans la mesure du possible des cantonnements éloignés de tout bâtiment afin d'éviter la propagation d'un incendie suite à un éventuel acte de vandalisme (à prévoir lors de la réalisation du plan d'installation de chantier)	Gros Œuvre
Protection adéquate des matériaux et produits présentant un pouvoir calorifique susceptible de générer un risque d'incendie	Toutes les entreprises
Évacuation dès que possible des produits de démolition présentant un pouvoir calorifique générant un risque d'incendie	Démolisseur
Pour les travaux générant des points chauds (travaux d'étanchéité, soudage, découpe au chalumeau, disquage...) <ul style="list-style-type: none"> ○ Identifier les joints de dilation avant toute intervention et les protéger par la mise en place de matériaux ignifuges (tels que plâtre, bandes ignifuges...) ○ Surveiller attentivement l'absence de feu latent y compris plusieurs heures après l'exécution du travail concerné 	Toutes les entreprises
Stockage des matériaux inflammables dans des containers prévus à cet effet, ventilés, identifiés et équipés d'extincteurs de classe appropriée	Toutes les entreprises
Pour les travaux générant un point chaud (soudage, découpe au chalumeau, disquage...) dans un Établissement maintenu en activité pendant les travaux, rédaction obligatoire d'un permis de feu entre l'entreprise générant le point chaud (soudage, découpe au chalumeau, disquage...) et un représentant du Chef d'Établissement préalablement à l'exécution de ces travaux	Toutes les entreprises / Chef d'Établissement

Lutte contre l'incendie et évacuation

Mesure de prévention	Mise en place et entretien
Des extincteurs seront positionnés à proximité des postes de travail. Le nombre et la classe des équipements mis en place seront adaptés à la nature des travaux à effectuer. Visibles et facilement accessibles, ils seront dûment contrôlés et en parfait état de marche. Le personnel sur chantier sera formé à l'utilisation des moyens d'extinction mis en œuvre	Toutes les entreprises
Les cantonnements seront dotés d'extincteurs de classe appropriée en nombre suffisant. Visibles et facilement accessibles, ils seront dûment contrôlés et en parfait état de marche.	Gros Œuvre

Mesure de prévention	Mise en place et entretien
En cas d'incendie, dans le cas où les moyens de première intervention ne sont pas suffisants pour venir à bout du sinistre, les entreprises devront évacuer le bâtiment et se rendre au point de rassemblement fixé à l'entrée du chantier en l'attente des secours extérieurs	Toutes les entreprises

7.2 Accidents, 1^{er} soins

1^{er} secours

Pendant toute la durée du chantier, il est exigé la présence d'un secouriste pour 20 salariés effectivement présents sur le chantier. Le personnel SST portera un macaron distinctif sur le casque.
Chaque entreprise sur le site disposera en outre d'une trousse de premier soin.

Déclaration d'accident

Chaque entreprise concernée se chargera de la globalité de la procédure administrative de déclaration d'accident. Elle préviendra parallèlement par téléphone le coordonnateur SPS dans les 4H puis rédigera et transmettra sous 72H un compte-rendu détaillant les circonstances de l'accident et les mesures prises pour éviter qu'il ne se reproduise.

7.3 Appel des secours extérieurs

Numéros d'appel des secours

Un téléphone doit toujours être accessible sur le chantier de façon à pouvoir contacter les secours extérieurs. Les numéros suivants sont interconnectés et peuvent être appelés indifféremment. Ils sont disponibles 24H/24, ils sont gratuits et tous accessibles à partir d'un portable équipé d'une carte SIM :

N°	Service de secours correspondant
112	Numéro de secours Européen
18	Pompiers (Accident, incendie)
15	Samu (urgences médicales)
17	Forces de l'ordre (Troubles pour l'ordre public)

Centres antipoison

Les centres antipoison sont susceptibles de donner la conduite à tenir en cas d'exposition à un agent chimique (ingestion, inhalation, contact cutané) en attendant l'arrivée des secours.

Centre	N°	Centre	N°
ANGERS	02 41 48 21 21	MARSEILLE	04 91 75 25 25
BORDEAUX	05 56 96 40 80	PARIS	01 40 05 48 48
LILLE	08 25 81 28 22	STRASBOURG	03 83 32 36 36
LYON	04 72 11 69 11	TOULOUSE	05 61 77 74 47

Message à transmettre aux services de secours

1	Identifiez-vous	Donnez votre nom, et le numéro de téléphone d'où vous appelez. Ce dernier permettra aux secours de vous rappeler, par exemple en cas de problème pour trouver l'endroit
2	Expliquez où vous êtes	Donnez l'adresse précise de l'endroit où vous vous trouvez. N'oubliez pas la commune
3	Expliquez la cause de votre appel	Accident, malaise, incendie...
4	Décrivez ce que vous avez vu	<ul style="list-style-type: none"> ○ Le nombre de victime(s), ○ Leur sexe et âge approximatif ○ Leur état apparent (parle, saigne, transpire, respire) ○ Leur position : debout, assis, allongé sur le ventre ou le dos.. ○ Les gestes effectués par vous-même ou les tiers présents
5	Précisez s'il y a des risques persistants	Par exemple risque d'effondrement, d'incendie, d'explosion, de collision...
6	Ne raccrochez pas le premier	Attendez les instructions

Accompagnement des secours

S'assurer dans la mesure du possible que les circulations verticales et horizontales sont bien dégagées.
Se positionner à l'entrée du chantier de façon à accompagner les secours sur les lieux du sinistre.

8. Obligations des entreprises liées à la coordination SPS

8.1 Visites d'inspection commune

Principe

Toute entreprise (titulaire, sous-traitant ou travailleurs indépendants) doit réaliser une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS préalablement à toute intervention sur site.

Les entreprises de louage ou de montage de grue, dont la prise en compte du risque a été réalisée lors de la visite d'inspection commune avec l'entreprise qui les emploie, en sont exemptées : Seules les entreprises qui ont un contrat de louage direct avec le Maître d'Ouvrage doivent réaliser une inspection commune (source www.oppbtp.fr).

Procédure - Titulaire du lot

Chronologie	Étape
1	Signature du marché (y compris PGC), ordre de service
2	Demande de rendez-vous pour la réalisation de l'inspection commune formulée par l'entreprise auprès du coordonnateur SPS
3	Établissement d'un projet de PPSPS par l'entreprise à apporter lors de la visite d'inspection commune si risques particuliers connus
4	Visite d'inspection commune entre le coordonnateur SPS et le représentant de l'entreprise
5	Établissement du PPSPS définitif par l'entreprise (si requis), transmission au coordonnateur SPS et dépôt d'un exemplaire dans la salle de réunion de la base vie

Procédure - Sous-traitant

Chronologie	Étape
1	Demande d'agrément du sous-traitant réalisée par le titulaire auprès du maître d'Ouvrage
2	Information parallèle de l'intention de sous-traiter au coordonnateur SPS. Transmission des coordonnées du sous-traitant par l'entreprise titulaire
3	Agrément du sous-traitant par le Maître d'Ouvrage
4	Remise du PGC par le titulaire à son sous-traitant Remise de son PPSPS par le titulaire à son sous-traitant (si requis)
5	Demande de rendez-vous pour la réalisation de l'inspection commune formulée par l'entreprise auprès du coordonnateur SPS
6	Établissement d'un projet de PPSPS par le sous-traitant à apporter lors de la visite d'inspection commune si risques particuliers connus
7	Visite d'inspection commune entre le coordonnateur SPS et les représentants de l'entreprise sous-traitante et titulaire
8	Établissement du PPSPS définitif (si requis) par le sous-traitant et transmission au coordonnateur SPS et dépôt d'un exemplaire dans la salle de réunion de la base vie

Délais

Les entreprises sont donc tenues de programmer suffisamment tôt la prise de rendez-vous avec le coordonnateur SPS afin que la date de visite d'inspection commune retenue soit compatible avec le début de leur intervention.

Les éventuels retards dus à un manque d'anticipation des entreprises ne pourront en aucun cas être reprochés au coordonnateur SPS.

8.2 PPSPS

Principe

Toute entreprise (titulaire, sous-traitant ou travailleurs indépendants) soumise à un ou plusieurs risques particuliers (au sens de l'arrêté du 25 février 2003 – voir liste au paragraphe 5.1 du présent PGC) doit établir et transmettre au coordonnateur SPS un PPSPS adapté au chantier et traitant spécifiquement du ou des risques particuliers décelés.

Diffusion

Entreprise	Destinataires
Entreprise effectuant des travaux présentant un ou plusieurs risques particuliers au sens de l'arrêté du 25 février 2003	1 ex Coordonnateur SPS 1 ex DIRECCTE 1 ex Service prévention de la CARSAT 1 ex OPPBTP 1 ex à chacun de ses sous-traitants 1 ex aux autres lots (via le coordonnateur SPS) 1 ex pour avis au Médecin du Travail (facultatif) 1 ex pour avis au CHSCT (facultatif)
Entreprise effectuant des travaux ne présentant pas de risque particulier	Néant

Conservation

Les entrepreneurs doivent conserver leur PPSPS 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage.

Mise à disposition du PPSPS

Chaque entreprise soumise à risque particulier mettra à disposition un exemplaire de la dernière version de son PPSPS dans la salle de réunion de la base vie.

8.3 Conséquence de l'absence de visite d'inspection commune ou de non remise du PPSPS

Si la visite d'inspection commune n'a pas été réalisée ou si le PPSPS n'a pas été remis alors qu'il est requis, l'accès au chantier par le personnel de l'entreprise concernée n'est pas autorisé.

8.4 Accueil du personnel sur le chantier par l'encadrement des entreprises

Il est impératif que le contenu du PPSPS de l'entreprise soit connu du personnel d'exécution.

A cet effet, l'encadrement assurera obligatoirement un accueil de son personnel (y compris les intérimaires) à l'arrivée sur site au cours duquel il détaillera et commentera les dispositions retenues. Cet accueil sera formalisé par une feuille d'émargement daté et signé par l'ensemble des personnes ayant participé à la séance.

9. Annexes

9.1 Repérage d'amiante avant travaux

Cf. DCE

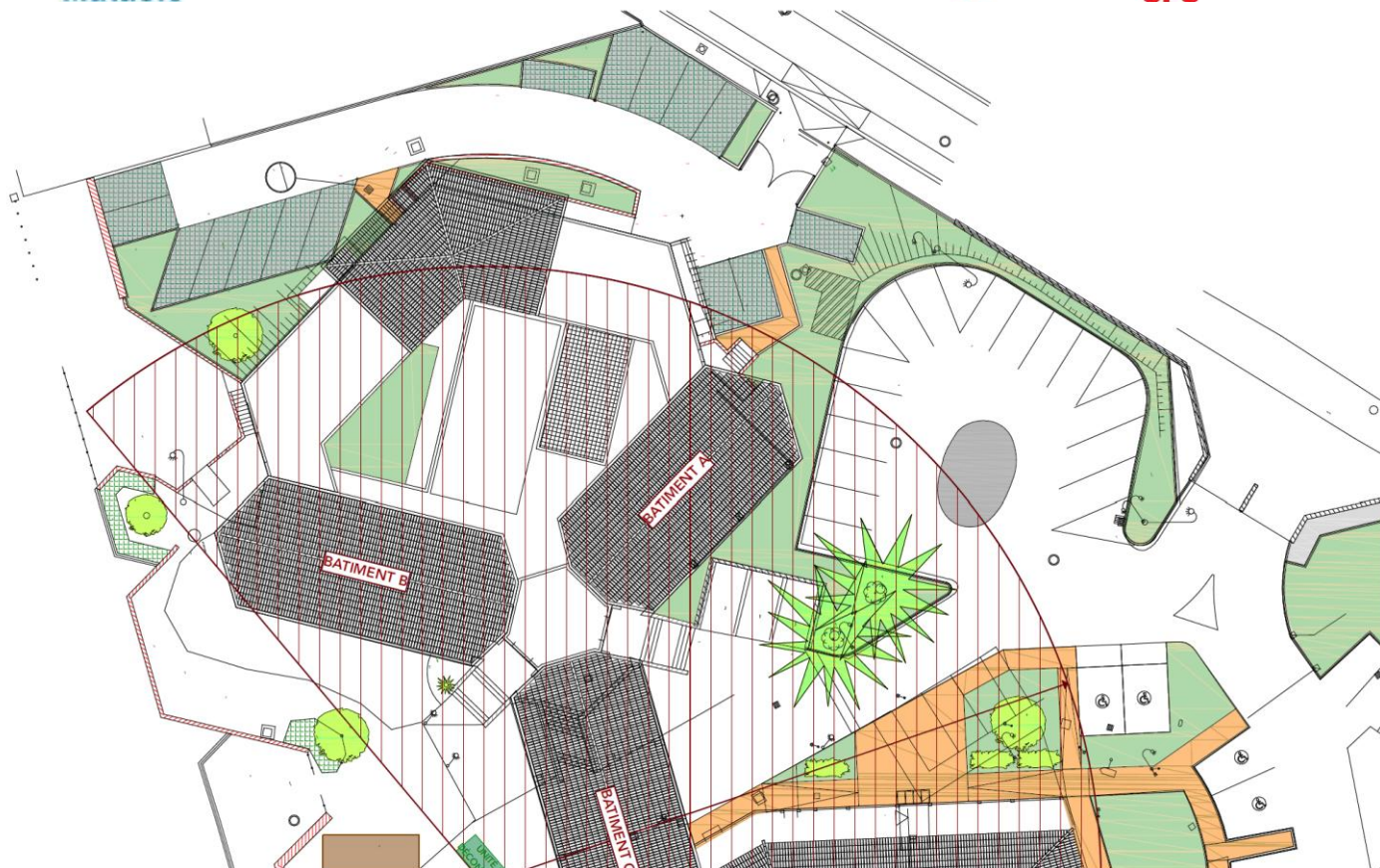
9.2 Projet de plan d'installation de chantier



PRO-DCE		CPAM DU TARN ET GARONNE 592, Boulevard Blaise Doumerc - BP 778 - 82015 MONTAUBAN CEDEX Mail: mutiel.caumont@assurance-maladie.fr	DÉSAMIANTAGE ET RÉFECTION DES TOITURES DES BÂTIMENTS A - B - C 592, Boulevard Blaise Doumerc - 82015 MONTAUBAN CEDEX	Date 7 MARS 2025	
Cécile CUBERES		B.E.T. S.E.T.E.S. 14, Avenue des Tilleuls - Quartier de l'Arsenal - BP 70932 - 65009 TARBES CEDEX Mail: secretariat.setes@setes.fr Tél. 05 62 34 25 54 Fax	PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER GENERAL	Echelle 1:500	02



<p>PRO-DCE</p>	<p>l'Assurance Maladie</p>	<p>CPAM DU TARN ET GARONNE 592, Boulevard Blaise Doumerc - BP 778 - 82015 MONTAUBAN CEDEX Mail: muriel.caumont@assurance-maladie.fr</p>	<p>DÉSAMIANTAGE ET RÉFECTION DES TOITURES DES BÂTIMENTS A - B - C 592, Boulevard Blaise Doumerc - 82015 MONTAUBAN CEDEX</p>	<p>Date 7 MARS 2025</p>	
<p>Cécile CUBERES</p>	<p>B.E.T. S.E.T.E.S. 14, Avenue des Tilleuls - Quartier de l'Arsenal - BP 70932 - 65009 TARBES CEDEX Mail: secretariat.setes@setes.fr</p>	<p>B.E.T. S.E.T.E.S. 14, Avenue des Tilleuls - Quartier de l'Arsenal - BP 70932 - 65009 TARBES CEDEX Mail: secretariat.setes@setes.fr</p>	<p>PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER (ZOOM 1)</p>	<p>Echelle 1:250</p>	<p>03</p>



PRO-DCE		CPAM DU TARN ET GARONNE 592, Boulevard Blaise Doumerc - BP 778 - 82015 MONTAUBAN CEDEX Mail: murel.caumont@assurance-maladie.fr	DÉSAMIANTAGE ET RÉFECTION DES TOITURES DES BÂTIMENTS A - B - C 592, Boulevard Blaise Doumerc - 82015 MONTAUBAN CEDEX	Date 7 MARS 2025	04
Cécile CUBERES		B.E.T. S.E.T.E.S. 14, Avenue des Tilleuls - Quartier de l'Arsenal - BP 70932 - 65009 TARBES CEDEX Mail: secretariat.setes@setes.fr Tel. 05 62 34 25 54 Fax:	PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER (ZOOM 2)	Echelle 1:250	